

8^e MARTIAL
DE GIMEL

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

PREFECTURE DE LA CORREZE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION

BUREAU 4

REF :

AFFAIRE SUIVIE PAR :

ARRETE

portant inscription d'un objet mobilier sur l'inventaire supplémentaire à la liste des objets mobiliers classés parmi les monuments historiques

LE PREFET DE LA CORREZE,

VU la loi n° 70-1219 du 23 décembre 1970 modifiant et complétant la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques,

VU le décret n° 71-858 du 19 octobre 1971 pris pour l'application de ladite loi,

VU le décret du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU les circulaires des 21 octobre 1971 et 6 juillet 1973 de M. le Ministre des Affaires Culturelles,

VU l'avis émis par la Commission Départementale des Objets Mobiliers lors de sa réunion du 19 décembre 1997,

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Corrèze,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : L'ensemble de deux médaillons sculptés en bois de la fin du 17^e siècle situé dans l'église paroissiale de SAINT MARTIAL DE GIMEL, est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des objets mobiliers classés parmi les monuments historiques.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à M. le Maire de SAINT MARTIAL DE GIMEL et au Clergé affectataire qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour ampliation

Par délégation

L'Attaché de Préfecture

s. Godé
Françoise GODE



TULLE, le 13 février 1998

LE PREFET DE LA CORREZE
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Jean-François SAVY